



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N° 129

NOVEMBRE 2019

Hongkong continue de défier Beijing : les implacables routines de la dictature chinoise

L'actualité de juin à la Toussaint 2019, ce sont d'abord en Chine les cinq mois de rébellion ouverte à Hongkong contre le pouvoir central. Sans revenir sur les causes, sur les formes et sur les aspirations de cette protestation sans précédent, analysées dans la revue LDH *Hommes et Libertés* (n° 187), il faut souligner que le mouvement n'a pas perdu de son énergie à début novembre. Il perturbe la vie du territoire, ses relations internationales – économiques, financières, aériennes. La fête nationale chinoise du premier octobre, dont le pouvoir central se sert pour exposer sa force et pour affirmer ses ambitions mondiales, fut cette année gâchée par cette humiliante contestation de souveraineté.

Bien sûr, la censure du régime, sur la presse et sur l'internet, fait tout pour que le petit

peuple chinois ignore ce qui se passe réellement à Hongkong. Mais sur ce territoire même, il a fallu abaisser le niveau des festivités, ne pas trop exposer le drapeau rouge à cinq étoiles que rejettent les protestataires, et ne pas trop insister sur l'hymne national : les manifestants s'en sont composé un de leur cru, assez bien tourné, qu'ils se plaisent à entonner fièrement sur les lieux publics et dans les centres commerciaux. A un moment où le régime affirme que le parti doit partout imposer sa ligne – sur ses quatre-vingt-dix millions de membres, sur tout l'appareil administratif, sur la Justice, sur le secteur privé et la société civile – il se trouve défié par la contestation hongkongaise ; celle-ci révèle la persistance de failles, d'impuissance ou de faiblesses à la direction de la RPC.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



Le week-end de la Toussaint a montré un regain des affrontements. Pour la première fois, les bureaux de l'agence Chine nouvelle (Xinhua) ont été attaqués par les manifestants qui en ont brisé les portes et les fenêtres de verre. Des stations de métro ont été saccagées ainsi que des sièges de société ayant des liens d'affaires étroits avec la Chine populaire. Les bagarres se sont déroulées toute la nuit ; la police a utilisé des drones pour localiser les mouvements d'une foule très mobile ; elle a arrêté deux cents individus qui avaient bravé l'interdiction de porter un masque ou s'étaient rassemblés « illégalement ». L'interdiction faite en cours de semaine au jeune Joshua Wong de se présenter aux élections de conseil de district n'a pu qu'ajouter à l'irritation des manifestants.

Globalement la situation est claire : les deux parties ont des positions inconciliables. Les Hongkongais, qui n'ont pas même droit au suffrage universel, ne peuvent se résigner à perdre ce qui leur reste de libertés au profit d'un parti unique. C'est pourtant ce qui leur est promis dans les trente ans à venir aux termes des accords passés avec la Grande-Bretagne. Leur refus obstiné de courber l'échine n'a rien d'étonnant, ils se comportent comme tout être humain qui a goûté à la liberté. Pour le camp d'en face, c'est encore plus évident : le régime ne peut épargner à Hongkong tout l'appareillage des contrôles politiques, sociaux, judiciaires, éducatifs et de maîtrise de l'opinion qu'il a mis en place depuis soixante-dix ans ; c'est grâce à ces méthodes éprouvées qu'il a pu échapper à l'implosion qui a désintégré le bloc de l'Est en fin de XX^e siècle

Ne pas informer les Chinois de l'intérieur

L'ampleur des manifestations a amené le pouvoir local à retirer de mauvais gré son projet de loi d'extradition vers la justice chinoise. Le retrait n'a pu s'opérer sans l'accord du pouvoir central. Mais, officiellement en marche sur la route glorieuse qui conduit au socialisme, le parti communiste n'a pas pour habitude de reconnaître ses pas de cleric. Il lui faut donc

cachez la chose à son milliard d'assujettis.

C'est ainsi que le 5 septembre, les autorités centrales de la censure ont adressé aux médias et sur l'internet cette NOTE URGENTE : « *Ne pas republier, ne pas donner de suite, ne pas rendre compte, utiliser seulement les informations étrangères disponibles sur les réseaux sociaux officiels. Clore tous les passages relevant du commentaire et, au nom du patriotisme, traiter avec sévérité tous les sites qui attaquent le gouvernement.* »

Certes on a pour l'instant évité ce que l'on redoutait dans l'immédiat, à savoir une reprise en main directe du territoire par intervention de l'armée ou par déclaration d'état d'urgence. Évité ou peut-être seulement reporté, puisque de toutes manières, le régime *Un Etat, deux systèmes* prendra fin au plus tard en 2047. Le régime écarte une intervention directe qui aurait fait couler le sang et terni son image

internationale ; il préfère tirer parti de l'immensité de son marché et se livrer à un chantage commercial auquel la plupart des entreprises multinationales et des puissances moyennes acceptent – ou sont contraintes – de se plier.

L'art des pressions extérieures ; la raison du plus fort

Cet usage croissant de la menace économique mérite qu'on s'y arrête. Il ne cesse de s'amplifier et s'exercera sans doute sur une longue période, puisque c'est le meilleur atout dont dispose la Chine pour infléchir les décisions internationales. Une telle confrontation du fort au faible évite les crises diplomatiques et limite les tensions militaires ; elle tourne toujours à l'avantage du plus

puissant. Sa pratique s'est étendue ces derniers semestres et a pris un tour systématique.

En voici quelques exemples, dans une diversité exemplaire qui touche tous les domaines de la vie sociale. Les faits en cause sont minimes mais le parti qu'a décidé d'en tirer le régime en est d'autant plus significatif. On imagine mal des capitales étrangères se

comporter avec autant de morgue et de certitude. Beaucoup verront dans ces colères futiles l'expression d'un manque de confiance en soi et de compréhension du monde extérieur.

Le 12 septembre, un cadre juridique de la BNP de Hongkong, favorable aux manifestants, s'est permis sur son site Facebook personnel de ridiculiser la fraction locale des partisans de Beijing. Les internautes de Chine populaire ont sans tarder lancé une campagne de dénonciation virulente, et contre l'employé – dont ils obtinrent le licenciement – et contre sa banque. La BNP, qui cherche à conforter ses positions sur le marché chinois, a pris peur et a publié un communiqué édifiant le 13 septembre : « Nous nous excusons profondément pour l'offense commise sur le réseau social (...) Nous attendons de nos employés qu'ils soient respectueux en toutes circonstances, et condamnons fermement tout comportement qui contribuerait à la division ». Les internautes ont jugé ces excuses insuffisantes et exigent de la BNP qu'elle exclue l'auteur du « message sécessionniste » ainsi que tous les employés qui soutiennent l'indépendance de Hongkong. La presse centrale (le *Global Times* à Beijing) a relayé cette campagne pour en accroître l'importance.

• Autre domaine classique des affrontements, celui des appellations territoriales, notamment celles qui figurent sur les T-shirts ou les sacs de voyage et qui concernent Hongkong et Taïwan. Pour la RPC, les deux territoires relèvent de la souveraineté chinoise (bien que la République populaire n'ait pas un seul instant eu la moindre autorité sur l'île de Taïwan). Beijing ne veut pas de formule ambiguë qui laisserait planer quelques doutes sur sa souveraineté. Il exige donc que Hongkong et Taïwan soient suivis de « Chine ». Pour l'avoir oublié dans la confection de leur T-shirts, Versace et Givenchy (Groupe LVMH) ont été réprimandés au mois d'août. Ils ont retiré leur produits et publié de plates excuses : Versace : « Nous aimons la Chine et respectons sa souveraineté territoriale » ; Givenchy : « La maison Givenchy présente ses excuses sincères pour cette erreur, qui ne reflète pas son respect profond pour le peuple chinois partout dans le monde ». Les vedettes chinoises utilisées par les deux firmes pour donner de l'éclat à leur publicité, ont rompu les contrats, par patriotisme...

• La firme Dior a dû, elle aussi, s'incliner après avoir présenté le 16 octobre dans une réunion de travail à l'Université Gongshang du Zhejiang une carte de Chine limitée au territoire continental et sans l'île, un peu à l'écart, de Taïwan. Dans la demi-journée, l'incident avait été regardé un million de fois sur la toile et suscité trois mille commentaires. Dans un communiqué publié sans tarder, l'entreprise se déclare « profondément navrée de l'incident », lequel ne correspond pas aux conceptions de l'entreprise et résulte d'une erreur individuelle d'un employé.

• Les pressions chinoises peuvent mettre en danger la vie même des entreprises. C'est ainsi que la compagnie aérienne Cathay Pacific avait dans son personnel nombre d'employés qui soutenaient les manifestants de Hongkong. Beijing a décidé d'interdire à l'entreprise l'accès aux aéroports chinois si elle ne livrait pas la liste des salariés de Cathay Pacific qui avaient participé aux manifestations. Le patron de l'entreprise s'est sorti de cette affaire d'honneur en livrant un nom, le sien, et ajoutant que sa société n'avait pas à dicter aux employés ce qu'ils devaient penser. Il a donné sur le champ sa démission ; un chef d'entreprise plus accommodant l'a remplacé et a procédé aux licenciements.

• Le groupe d'entreprises sud-coréen Lotte (Hôtels, grands magasins, industries agro-alimentaires, parcs d'attraction etc.) avait cédé en 2016 quelques terrains destinés à l'érection d'un site de défense contre les fusées. Beijing s'opposait vivement au projet¹ et, à la suite d'une vaste campagne de boycott lancée par les autorités, le groupe a dû en 2018 fermer 112 magasins en Chine, où il était implanté depuis onze ans ; au printemps 2019, les pertes accumulées amenaient le groupe à fermer quatre usines (Qingdao, Beijing, Henan et Qingbai) ; en Corée même, le manque de touristes chinois acheteurs a aggravé le marasme du conglomérat industriel.

• Plus récemment, les pressions chinoises se sont élargies au domaine du sport. Le tweet d'un dirigeant du club de basket-ball de Houston *Combattre pour la liberté, être solidaire de Hongkong* a irrité les autorités ; le soutien apporté par l'Association nationale de basket (NBA) au nom de la liberté d'expression n'a fait qu'aggraver la situation. Les retransmissions de matchs, sources importantes de revenus pour la NBA², ont été

1. Conçu dans le cadre du système Thaad : Terminal High Altitude Area Defence. Lotte avait cédé des terrains de golf.

2. Durant la saison sportive 2017-2018, plus de six cents millions de Chinois auraient regardé des matchs de la NBA. Le club de Houston est particulièrement célèbre pour avoir accueilli Yao Ming, la grande vedette du basket chinois.

suspendues en Chine à cause de ces sept petits mots écrits par un responsable d'une organisation sportive. La Chine a demandé à la N.B.A. le licenciement du responsable du tweet, sans succès à ce jour. Mais la direction du Club de Houston, dans une première réaction, avait regretté « d'avoir profondément offensé beaucoup de nos amis et supporters chinois ».

Les incidents de ce genre sont fréquents, nombreux et même innombrables ; les pressions n'ont d'ailleurs pas besoin d'être explicites pour être comprises et pour provoquer les soumissions attendues. Les hommes d'affaires savent, s'il en est besoin, censurer leurs paroles, exposer quelques bribes bien apprises de la culture trimillénaire chinoise et s'incliner devant elle pour afficher leur révérence ; ils savent aussi, dans leur amour feint de la nation où ils s'installent, passer sous silence toutes les violations quotidiennes des libertés pour mettre à l'aise leurs interlocuteurs. Il en va de même aussi, hélas, pour les hommes politiques, soucieux de ne pas vexer par des remarques trop acides. De temps en temps ils s'émeuvent, qui sur le Tibet assujéti, qui sur la création de camps au Xinjiang et i oublient de s'interroger sur les réalités de la répression globale : si le 1% de la population totale chinoise que représente le Xinjiang enferme un million d'individus dans des camps de rééducation, quels peuvent bien en être les effectifs pour les 99% de la population restante ?

Il y a toutes chances pour que ce chiffre soit supérieur à ceux du goulag ; ces derniers indignaient naguère une large fraction de la

classe politique. Certes, pendant longtemps, on n'a pas su grand-chose des populations incarcérées mais au moins, on s'en souciait, on accueillait et on interrogeait les rescapés. On voulait savoir, avec le regret de n'avoir pas été assez curieux à propos des camps nazis. Mais avec la Chine, il en va tout autrement. On préfère fermer les yeux, rester courtois, au prétexte que c'est en ne disant rien, par un silence poli, qu'on obtient les changements démocratiques les plus rapides. De telles billevesées ont montré en soixante-dix ans leur stupidité, mais elles permettent des carrières entrepreneuriales ou diplomatiques confortables.

Ces derniers temps, la susceptibilité chinoise semble à vif et Beijing ne tolère plus la moindre remarque qui contredirait la ligne officielle. Le dernier sommet du G7³, tenu à Biarritz au mois d'août, appelait pour Hongkong au calme et au respect de la semi-autonomie dans le cadre de l'accord conclu en 1984. C'en était trop pour la Chine. Le 27 août, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères affirmait que le G7 sortait de son rôle, qu'il s'immisçait dans ce qui ne le regardait pas et « nourrissait des intentions mauvaises ». « Nous exprimons notre fort mécontentement et notre opposition résolue à la déclaration du G7 sur les affaires de Hongkong (...) Nous n'avons cessé de souligner que les affaires de Hongkong sont des affaires intérieures à la Chine et que nuls gouvernements, organisations ou individus n'ont le droit d'y intervenir ». Et d'ajouter : « Personne n'a plus à cœur la prospérité et la stabilité de Hongkong que le peuple chinois, y compris le peuple de Hongkong ».

Le parlement européen honore l'universitaire Ouighour Ilham Tohti, incarcéré à vie

24 octobre. L'universitaire ouighour Ilham Tohti reçoit le prix Sakharov du Parlement européen. Fondateur du site Uyghurbiz en 2006 en faveur d'un dialogue pacifique entre les communautés du Xinjiang, il avait été arrêté en janvier 2014 et condamné en septembre à la détention à perpétuité pour « séparatisme ». Le prix Sakharov récompense les personnalités pour leur

« contribution exceptionnelle à la lutte pour les droits de l'Homme dans le monde ». Le président du Parlement européen a demandé sa libération immédiate. Les Chinois Wei Jingsheng et Hu Jia avaient reçu ce prix en 1996 et 2008.

Le Conseil de l'Europe avait décerné le prix Vaclav Havel à Ilham Tohti le 30 septembre. Le ministère des Affaires étrangères à Beijing avait demandé l'annulation de cette décision, équivalent d'un soutien au « terrorisme extrémiste ».

3. Etats-unis, Royaume-uni, Canada, France, Allemagne, Italie et Japon, avec représentation des Nations unies, de l'O.C.D.E. et du Fond Monétaire international.

Le despotisme au jour le jour

La taille de la Chine donne à chaque événement une dimension exceptionnelle. Tout phénomène démographique touche des dizaines ou des centaines de millions d'individus ; tout changement économique se répercute sur l'ensemble de la planète et pèse sur la conjoncture mondiale. Mais l'ampleur internationale des choix chinois a souvent pour effet qu'on néglige la répression minutieuse, systématique et obstinée par laquelle le régime maintient son autorité au fil des décennies.

C'est pourquoi il faut de temps à autre rappeler, au moins pour les derniers mois, tout l'appareil de dictature mis en œuvre pour combattre les droits de l'Homme. Pendant la révolte de Hongkong, Beijing n'a pas oublié d'alimenter les têtes de chapitre de la répression routinière.

• **Morts en détention.** Décès dans un hôpital militaire du Hunan le 23 septembre du militant démocrate Wang Meiyu. Il était détenu depuis deux mois pour « incitation aux querelles et provocation de troubles », en réalité, pour avoir demandé publiquement la démission du chef du parti Xi Jinping et l'instauration du suffrage universel. Son épouse a constaté de graves et nombreuses ecchymoses sur son visage et affirmé qu'il était méconnaissable. La police a essayé en vain de lui faire signer un document affirmant que le décès de Wang Meiyu était accidentel, avant de verser une compensation financière à sa veuve. Le 10 juillet, « l'avocat aux pieds nus » Ji Sizun était mort dans une unité de soins intensifs, soixante-dix jours après sa sortie de prison en fin avril dans un état de santé critique.

• **Répression des avocats défenseurs des droits de l'Homme.** L'avocat défenseur des droits civiques Tang Jingling disparaît le 30 août. Il était sorti de prison le 29 avril, à l'issue de cinq ans de détention pour « incitation à la subversion du pouvoir d'Etat ». Ses amis se demandent s'il n'est pas de nouveau incarcéré. Tang Jingling est connu pour son combat contre la corruption et son soutien aux victimes d'expropriation foncière. Après la perte de sa licence professionnelle en 2006, il a soutenu la désobéissance civique non violente.

• **Arrestations de militants.** Le groupe des défenseurs des droits de l'Homme en Chine (CHRD) demande le 21 octobre la libération de la militante de Shanghai Chen Jianfang, détenue depuis six mois. Chen avait reçu récemment le prix Cao Shunli, du nom d'une militante des droits de l'Homme arrêtée en 2013, à son départ pour Genève où elle devait

assister à une session de formation du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Cao Shunli est morte l'année suivante faute de soins en détention, Fidèle à sa mémoire, Chen Jianfang avait été arrêtée avec son époux le 20 mars 2019 puis officiellement inculpée le 22 mai pour « subversion du pouvoir d'Etat ».

• **Condamnation de journalistes engagés dans la défense des droits civiques.** Le 29 juillet, un tribunal de Mianyang (Sichuan) inflige douze ans de prison au journaliste Huang Qi pour « révélation de secrets d'Etat » et « divulgation de secrets d'Etat à l'étranger ». Détenu depuis deux ans, le fondateur du site d'information 64 Tianwang avait dénoncé les violations des droits de l'Homme commises par des fonctionnaires chinois. Le 20 décembre 2018, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies avait appelé à sa libération immédiate.

• **Extension de la répression aux familles de dissidents.** Tout en assurant être un Etat de droit, le régime chinois continue la pratique barbare de non-individualisation des peines. En sont victimes les conjoints de dissidents (refus d'information, rejet du droit de visite) mais aussi leurs enfants (refus d'inscription à l'école publique). Un exemple récent, parmi d'autres : le fils de l'avocat emprisonné depuis quatre ans Wang Quanzhang, interdit de jardin d'enfants par la police en 2016, n'a trouvé de place dans un établissement privé qu'en 2018. Il a dû quitter l'école primaire le 2 septembre 2019, sur intervention des autorités qui ont déclaré à sa mère qu'il n'avait pas accès au système scolaire.

• **Arrestations de citoyens taïwanais.** On apprend en juillet la disparition du citoyen taïwanais Tsai Jin-shu à Xiamen (Amoy) dans la province du Fujian, pour des « raisons de sécurité » selon la police qui ne fournit aucun détail. Diplômé de l'Université de Xiamen, Cai travaillait au développement des échanges de Taïwan avec le continent. Il serait détenu depuis juillet 2018. La Straits Exchange Foundation de Taïwan affirme qu'elle a eu à traiter de 149 cas de Taïwanais disparus sur le continent depuis le 20 mai 2016 et qu'elle n'a pu obtenir de réponses que dans soixante-neuf cas.

• **La carte de journaliste soumise à un test de conformisme politique.** L'application pour appareil portable *Étudier Xi, Renforcer le pays* devient obligatoire en fin d'année pour les journalistes chinois, suite à une décision prise en août par le département central de la propagande du parti. Elle permettra de vérifier leur connaissance des idées de Xi Jinping et de

la doctrine du parti et, sur cette base, de refuser, d'octroyer ou de renouveler les cartes de journaliste. L'application se présente comme un test en forme de jeu, assorti de points et de récompenses liés à l'orthodoxie des réponses fournies. Elle pourrait aussi servir à contrôler les médias internationaux, s'ils avaient l'imprudence de la télécharger (voir ci-dessous **Un piège informatique pour les journalistes étrangers**)

• **Pressions sur la presse nationale.**

Inculpation le 13 août, lendemain de son arrestation, de l'ancien journaliste Zhang Jialong pour avoir « attiser des querelles et provoquer des troubles. Zhang était connu pour avoir dénoncé en 2008 le scandale du lait à la mélamine, qui avait provoqué la mort de six nourrissons et nuï à la santé de 300 000 enfants. Il avait à plusieurs reprises mené des combats pour la suppression de l'appareil de censure sophistiqué qui permet de tenir la population chinoise dans l'ignorance de ce qui survient hors des frontières.

• **Pressions sur la presse internationale.** Le 30 août, Wong Chunhan, journaliste du *Wall Street Journal* de nationalité singapourienne, doit quitter le territoire chinois, après refus de renouveler son visa professionnel. À la même date, le ministère des Affaires étrangères avait dénoncé les journalistes étrangers qui cherchaient à ternir l'image de la Chine « par malveillance ». Wong avait récemment évoqué la possible implication de Qi Ming, cousin du chef du parti Xi Jinping, dans une affaire de blanchiment d'argent en Australie. Qi Ming aurait dépensé des sommes considérables au casino de Melbourne en 2012 et 2013.

• **Un piège informatique pour les journalistes étrangers.** Selon l'entreprise allemande de cyber-sécurité Cure 53, relayée par Reporters sans frontières (24 octobre), l'application Étudier Xi, renforce le pays destinée aux téléphones portables permettrait

de recueillir des informations à l'insu de l'utilisateur, de modifier des fichiers, de composer des numéros de téléphone et d'allumer le micro de l'appareil. RSF recommande aux médias non chinois de ne pas télécharger cette application « qui risque de compromettre leur sécurité et celle de leurs sources ».

• **Contrôle des intellectuels étrangers d'origine chinoise.** Accusations d'espionnage portées (27 août) contre l'écrivain australien Yang Hengjun détenu depuis janvier. Ce commentateur politique était connu pour ses prises de position critiques à l'égard du régime chinois. Beijing semble se donner des droits particuliers de contrôle et de répression à l'encontre des personnalités de nationalité étrangère, dès lors qu'ils sont d'origine chinoise.

• **Destruction de sites religieux.** La reprise en main des cultures religieuses minoritaires se poursuit et prend un caractère systématique, dans la région musulmane du Xinjiang (voir plus loin) comme dans les zones à population tibétaine. Pendant le mois d'août 2019, la cité monastique de Yarchen Gar a été détruite pour près de moitié comme le montrent des images prises par satellites et diffusées par l'organisation Free Tibet. Des milliers de pratiquantes bouddhistes (3 500 selon des sources locales) ont été expulsées de cette agglomération située dans la préfecture de Gardzé (province du Sichuan). Cette destruction de site rappelle celle de l'académie bouddhiste de Larung Gar survenue en 2017, non loin de là, où vivaient plus de dix mille moines et moniales et dont les effectifs ont été réduits de plus de moitié.

• **Répression des religions non-officielles.** Dans un document publié le 26 octobre, la secte chrétienne du Dieu-tout-puissant – créée en 1991 et peu connue à l'étranger – fait état

Les camps du Xinjiang : répression et dissimulations

Il est difficile de chiffrer les effectifs détenus ces dernières années dans les camps du Xinjiang, et ce d'autant plus que les qualificatifs et les fonctions varient d'un établissement à l'autre : camps ouvertement répressifs, camps de rééducation, camps de formation, voire d'apprentissage de la langue chinoise, sans compter les prisons clandestines pratiquées ailleurs en Chine.

Certain de ces camps sont des unités de production (denrées alimentaires, textiles, produits manufacturés), On ignore de même combien de temps on y passe en moyenne. Les chiffres avancés vont de un à trois millions d'individus⁴. Une estimation courante – mais pas plus vérifiée pour autant – est de un million et demi d'individus : Ouighours, Kazakhz, Kirghiz notamment. L'objectif officiel est toujours à connotation répressive, puisqu'il s'agit, directement ou non, « d'éradiquer l'extrémisme, le

4. Le chiffre de trois millions paraît peu vraisemblable, rapporté à une population régionale de 22 millions d'habitants, dont 9 millions de Han immigrés en principe non concernés par ces mesures. Il équivaldrait à détenir 23% de la population minoritaire, enfants compris, c'est-à-dire à peu près un adulte sur deux.

séparatisme et le terrorisme ».

Les mesures affectant la communauté musulmane ne sont pas circonscrites au Xinjiang : elles touchent aussi les Hui de la province du Ningxia et ceux du Henan. Il ne faut pas non plus oublier les pressions et contrôles exercés à l'encontre des Ouïghours de l'étranger.

Après avoir nié l'existence des camps, le régime chinois en a ouvert quelques portes à quelques journalistes étrangers. Il s'agit d'établissements scolaires ou d'unités économiques, dont les participants, tous volontaires, sont « heureux de participer à la lutte contre le terrorisme ».

Selon des informations parvenues à l'étranger, le régime de certains camps

serait particulièrement sévère. On a rapporté plusieurs décès de détenus. Un document vidéo circule, qui montre quelques centaines de prisonniers supposés Ouïghours les yeux bandés, les pieds entravés, la tête rasée, sans doute dans la gare de Korla (Xinjiang) Il daterait d'août 2018. Le 29 octobre 2019, selon *Radio Free Asia*, un officier de police de Kuchar aurait confirmé, révélant un « secret d'Etat », la mort de quelque cent-cinquante individus au second semestre 2018 dans le camp d'internement n°1 du district de Yengisher, situé à dix kilomètres de Kuchar. Les quatre camps situés dans la zone de Kuchar regroupaient environ 45 000 détenus.

de 10 938 arrestations en 2018 ; 2 350 personnes seraient encore en détention, dont certaines après des condamnations à treize ans d'incarcération. Dix-neuf personnes seraient mortes en détention des suites de mauvais traitements. La répression aurait donné lieu à d'importants prélèvements sur les ressources collectives et individuelles de cette communauté.

En conclusion et s'agissant du fait religieux, il n'y a guère à s'étonner qu'un régime se réclamant du matérialisme historique et professant un athéisme officiel se montre hostile à toutes les grandes familles religieuses qui lui dénie le droit de fixer les règles du monde. Catholiques tournant leurs espoirs vers Rome, protestants non-membres des églises patriotiques, adeptes du Falungong ou de l'église du Dieu tout-puissant, musulmans convaincus des régions autonomes ou des provinces chinoises, tous sont des contestataires souvent discrets mais toujours résolus du parti unique ; et c'est à ce titre qu'ils sont combattus par un régime qui redoutent avant tout un effritement intérieur semblable à celui qui a miné le bloc de l'Est en fin de XXe siècle.

Cette lutte ne se réclame en rien de l'Esprit des Lumières. Et en effet, elle cesse dès que le pouvoir central ne se sent plus en danger. À l'intérieur, s'agissant des superstitions populaires, le régime se montre fort accommodant lorsqu'il veut se montrer proche du peuple, sur le continent comme à Taïwan ou auprès de la diaspora chinoise. Ainsi en va-t-il du culte de Matsu, déesse de la Mer et des marins, vénérée dans toute la mer de Chine et jusqu'en Australie et soutenue par l'association semi-officielle Mazu pour les échanges culturels.

À l'étranger, toute lutte contre la religion disparaît lorsqu'il s'agit de s'attirer la sympathie des gouvernements et de faire oublier la répression exercée contre les musulmans du Xinjiang. Une société chinoise a construit une statue de Jésus-Christ, la plus haute de toute l'Afrique (8m,5) pour le village d'Abajah, situé dans le sud du Nigeria. La société chinoise de construction et d'engineering (CSCEC) dirige la construction de la Grande Mosquée d'Alger. Ce sera la plus grande d'Afrique et la troisième en importance dans le monde, après celles de La Mecque et de Médine. La Chine est aussi le plus grand exportateur mondial de Coran.

Au Xinjiang, les réalités de la religion sont tout autres. La campagne de démolition progressive des mosquées lancées en 2016 se poursuit. Selon une étude publiée le 28 octobre 2019 par la Fondation nationale pour la Démocratie et menée par le Ouïghour Bahram Sintash, plus de cent mosquées ont été soit entièrement détruites soit privées d'un élément architectural essentiel. À Kachgar, « caverne de jade » en ouïghour et ville mythique de la route de la soie, 70% des mosquées auraient disparu, aux motifs assez contradictoires 1) que leur nombre dépassait les besoins 2) que la destruction répondait à un besoin de sécurité. Les destructions s'étendent aux cimetières, aux temples et aux minarets. En ce domaine aussi, on voit comment l'Etat piétine sa propre constitution : article 36 « *Les citoyens de la République Populaire de Chine jouissent de la liberté religieuse. Aucun organisme d'Etat, aucun groupement social, aucun individu ne peut contraindre un citoyen à épouser une religion ou à ne pas la pratiquer, ni adopter une attitude discriminatoire à l'égard du citoyen croyant ou du citoyen incroyant* ».

Alain Bouc